

Les journées de mai 1937 à Barcelone

Josep Rebull

Paul Mattick

Andreu Nin

(compilation de 3 textes traduits)



pdf mis en ligne sur le site
<http://bataillesocialiste.wordpress.com>
en 2014

sommaire

1. Les journées de mai, Josep Rebull
2. Les barricades doivent être retirées - Le fascisme de Moscou en Espagne, Paul Mattick
3. La signification des journées de mai face à la contre-révolution, Andreu Nin



Les journées de mai

Josep Rebull

Contribution publiée dans le Bulletin du Comité local du POUM, datée du 29 mai 1937. Une seconde version fut publiée dans le Bulletin de discussion édité par le Comité de défense du Congrès (du POUM), Paris, 1^o juillet 1939. Les mots ajoutés dans cette dernière sont mis entre crochets : []. Traduit par Stéphane Julien.

Préalables

Une fois qu'a disparu le second pouvoir dans sa forme organisée, c'est-à-dire une fois qu'ont disparu les organes nés en juillet en opposition au gouvernement bourgeois, la contre-révolution, actuellement représentée par les partis petits-bourgeois et réformistes, s'est attaquée successivement (avec prudence dans un premier temps, de façon agressive ensuite) aux positions révolutionnaires du prolétariat, principalement en Catalogne, région dans laquelle la révolution avait eu le plus d'énergie.

La puissance de la classe ouvrière a été en partie neutralisée par ces attaques ; par la dictature contre-révolutionnaire des dirigeants de l'UGT en Catalogne d'un côté, de l'autre par la collaboration de la CNT aux gouvernements de Valence et de Barcelone.

Malgré ce handicap [1], le prolétariat s'est progressivement convaincu – se détachant des dirigeants réformistes collaborateurs de la bourgeoisie – que seule son action énergique dans la rue serait en mesure de mettre un terme aux avancées de la contre-révolution. Les affrontements armés qui ont eu lieu dans de multiples endroits de Catalogne pendant le mois d'avril étaient en fait le prélude des événements de mai à Barcelone.

Globalement, la lutte entre la révolution et la contre-révolution se posait (et continue à se poser) dans les termes suivants, en ce qui concerne la Catalogne :

Depuis juillet, les secteurs révolutionnaires CNT-FAI et POUM pouvaient compter sur la majorité des prolétaires en armes, mais les objectifs concrets et une tactique efficace leur ont fait défaut. C'est pour cela que la révolution a perdu l'initiative.

Les secteurs contre-révolutionnaires PSUC-Esquerra, sans pouvoir compter sur une base aussi nombreuse – ils étaient quasi inexistant en juillet-, ont poursuivi dès le début des objectifs bien déterminés et ont eu une tactique conséquente. Pendant que la CNT – force numériquement décisive – s'emmêlait dans le labyrinthe des institutions bourgeoises tout en parlant de noblesse et de loyauté dans les rapports, ses adversaires et collaborateurs ont préparé soigneusement et exécuté par étapes un plan de provocation et de discrédit dont la première phase fut l'élimination du POUM. Tout comme ce dernier, la CNT s'est mise sur la défensive face à ces attaques, d'abord feutrées puis ouvertes. Ils ont donc permis à la contre-révolution de prendre l'offensive.

C'est dans ce contexte que se déroulèrent les événements de mai.

La lutte

La lutte qui commença le [lundi] 3 mai fut provoquée, épisodiquement, par les forces réactionnaires du PSUC-Esquerra, qui tentèrent d'occuper le central téléphonique de Barcelone. La fraction la plus révolutionnaire du prolétariat répondit à la provocation en s'emparant de la rue et en s'y fortifiant. La grève s'étendit comme une traînée de poudre et avec une ampleur absolue.

Bien qu'il soit né décapité, ce mouvement ne peut en aucune façon être qualifié de "putsch". On peut affirmer que toutes les armes aux mains de la classe ouvrière furent présentes sur les barricades. Pendant les premiers jours, le mouvement recueillit la sympathie de la classe ouvrière en général – nous en prenons pour preuve l'amplitude, la rapidité et l'unanimité de la grève – qui plongea la classe moyenne, sous l'influence naturellement de la terreur, dans une attitude de neutralité expectative.

Les ouvriers engagèrent toute leur combativité et tout leur enthousiasme, jusqu'au moment où ils durent constater l'absence de coordination et d'objectif final au mouvement, et nombreux furent les secteurs combattifs qui furent alors envahis par le doute et la démoralisation. Seuls ces facteurs psychologiques

peuvent expliquer que ces mêmes ouvriers interrompent leur avancée, contre les ordres de leurs dirigeants, sur le Palais de la Généralité alors qu'ils n'en étaient qu'à quelques mètres.

Du côté du gouvernement se rangeaient une partie des forces de l'Ordre public, les staliniens, Estat Català, Esquerra, ces dernières étant pour le moins très peu combattives. Quelques compagnies de l'Ordre public se déclarèrent neutres, refusant de réprimer les ouvriers, et d'autres se laissèrent désarmer. Les Patrouilles de contrôle se rangèrent dans leur écrasante majorité du côté des ouvriers.

Les organisations révolutionnaires ne créèrent aucun centre directeur et coordinateur. Malgré cela, la ville fut à ce point entre les mains du prolétariat que les liens purent se créer parfaitement dès le mardi entre les foyers ouvriers. Très peu d'entre eux restèrent isolés ; il aurait suffi d'une offensive concentrée sur les centres officiels pour que la ville tombe complètement sans grand effort entre les mains des ouvriers [2].

En général, la lutte se maintint dans l'expectative des deux côtés. Les forces du gouvernement parce qu'elles ne disposaient pas des effectifs nécessaires pour prendre l'initiative, les forces ouvrières parce qu'elles n'avaient ni direction ni objectif.

Des forces extérieures pouvaient à tout moment venir s'incorporer au combat, comme les forces présentes sur le front qui étaient disposées à revenir sur la capitale – certaines forces des secteurs révolutionnaires avaient coupé la route à la division Karl Marx -, et les troupes qu'envoyait le gouvernement de Valence, qui n'étaient pas très certaines d'arriver. Dès le mercredi, plusieurs navires français et anglais se positionnaient face au port de Barcelone, probablement disposés à intervenir.

Les forces prolétariennes dominèrent la rue durant quatre jours et demi : du lundi après-midi jusqu'au vendredi. Les organes de la CNT attribuèrent au mouvement la durée d'un seul jour – le mardi. Les organes du POUM lui en attribuèrent trois. En d'autres termes, chacun a considéré terminé le mouvement à partir du moment où il a donné l'ordre de repli. Mais en réalité, les ouvriers se retirèrent BIEN APRES les ordres, parce qu'il n'y avait aucune direction capable d'orienter un repli progressif et, surtout, à cause de la trahison des dirigeants confédéraux; les uns, par des déclarations pathétiques à la radio ; les autres en collaborant avec Companys, selon ses propres déclarations : *«Le gouvernement disposait de peu de moyens de défense, très peu, et ce n'était pas faute de l'avoir prévu, mais il ne pouvait pas y remédier. Malgré cela, il a contenu la subversion sans hésiter, avec ses seules forces, assisté par la ferveur populaire et en ayant des conversations à la Generalidad avec divers délégués syndicaux, en présence de quelques délégués de Valencia, préparant le retour à la normale»* (Hoja Oficial, 17 mai).

Telle fut donc, à grands traits, l'insurrection de mai.

Les dirigeants de la CNT

Le prolétariat se lança dans ce mouvement instinctivement, spontanément, sans une direction ferme, sans objectif positif concret pour avancer de façon décidée. La CNT-FAI, en n'expliquant pas clairement à la classe ouvrière la signification des événements d'avril, laissa le mouvement sans tête dès sa naissance.

Tous les dirigeants confédéraux n'étaient pas contre le mouvement dès le début. Les Comités de la localité de Barcelone non seulement l'appuyèrent mais ils tentèrent même de l'organiser d'un point de vue militaire. Mais ceci ne pouvait se faire sans avoir défini préalablement les objectifs politiques à réaliser. Les doutes et les hésitations de ces comités se concrétisèrent dans la pratique par une série d'instructions ambiguës et équivoques, moyen terme entre la volonté de la base et la capitulation des comités supérieurs.

Ce sont ces derniers, Comités national et régional, qui prirent une décision ferme : la retraite. Cette retraite, ordonnée sans conditions, sans obtenir le contrôle de l'ordre public, sans la garantie des bataillons de sécurité, sans organismes pratiques de front ouvrier, et sans explication convaincante à la classe ouvrière, mettant dans le même sac tous les éléments en lutte (révolutionnaires et contre-révolutionnaires), restera comme une des grandes capitulations face à la bourgeoisie et comme une trahison du mouvement ouvrier.

Dirigeants et dirigés ne tarderont pas à en souffrir les graves conséquences, si la formation du Front ouvrier révolutionnaire ne se concrétise pas.

La direction du POUM

Fidèle à sa ligne de conduite depuis le 19 juillet, la direction du POUM resta à la remorque des événements.

Nos dirigeants se sont inscrits dans le mouvement au fur et à mesure de leur déroulement, sans avoir été partie prenante ni dans le déclenchement du mouvement ni dans sa dynamique ultérieure. On ne peut nommer "orientation" le mot d'ordre de Comité de défense, lancé d'ailleurs en retard et avec une mauvaise diffusion, qui plus est sans dire un mot du rôle antagonique de ces comités face aux gouvernements bourgeois.

D'un point de vue pratique, tout le mérite de l'action revient aux comités inférieurs et de base du Parti. La Direction n'édita pas même un Manifeste, pas même un tract, pour orienter le prolétariat en armes.

Comme ceux qui combattaient sur les barricades, quand nos camarades dirigeants se rendirent compte que le mouvement n'allait concrètement à la recherche d'aucun objectif final, il ordonna la retraite [3]. Dans le cours des événements, la décision de prendre sa direction dès le début ayant manqué, et face à la capitulation des dirigeants confédéraux, l'ordre de se retirer tendait évidemment à éviter le massacre.

Malgré cette absence d'orientation de la part de nos dirigeants, la réaction les présente comme étant les dirigeants et les initiateurs du mouvement. C'est un honneur tout à fait immérité qu'on leur rend, quoiqu'ils le rejettent en disant que c'est une calomnie [4].

Le Front populaire

Pour tous ceux qui voyaient le Front populaire comme le sauveur de la classe ouvrière, ce mouvement est extrêmement riche en leçons. Il fut provoqué précisément par des composantes du Front populaire dans le but de renforcer l'appareil répressif de la bourgeoisie, il reste comme la preuve la plus évidente que le Front populaire est un Front contre-révolutionnaire qui en empêchant l'écrasement du capitalisme – cause du fascisme-prépare le chemin de ce dernier, tout en réprimant par ailleurs toute tentative de mener la révolution en avant.

La CNT, apolitique jusqu'au 19 juillet, est tombée dans le piège du Front populaire dès son entrée dans l'arène politique, cette malheureuse expérience se soldant par de nouvelles saignées dans les rangs prolétariens.

Pour les positions politiques du POUM antérieures au 19 juillet, cette évolution violente du Front populaire constitue une victoire théorique, puisqu'elles l'avaient prévue et prévenue.

Par rapport au stalinisme, il s'est pour la première fois dévoilé être un ennemi déclaré de la révolution prolétarienne, se mettant de l'autre côté de la barricade, luttant contre les ouvriers révolutionnaires en faveur de la bourgeoisie du Front populaire, dont le stalinisme est le fondateur et principal défenseur.

Dorénavant, la classe ouvrière ne peut plus avoir le moindre doute sur le rôle des Fronts populaires dans chaque pays.

Le danger d'intervention

La peur qu'avaient certains secteurs de l'intervention armée de l'Angleterre et de la France pendant le mouvement de mai montre une incompréhension du rôle joué à ce moment-là par ces puissances.

L'intervention anglo-française contre la révolution prolétarienne espagnole existe plus ou moins secrètement depuis plusieurs mois. Cette intervention s'exerce dans le contrôle de ces impérialismes sur les gouvernements de Valence et de Barcelone par le stalinisme ; on la retrouve dans la récente lutte au sein du gouvernement de Valence (toujours par l'intermédiaire du stalinisme) qui s'est conclue par l'élimination de Largo Caballero et de la CNT ; on la retrouve enfin dans les accords de "non-intervention" qui ne sont appliqués et respectés que lorsqu'il s'agit de défavoriser le prolétariat espagnol. L'intervention ouverte des navires de guerre ou de troupes d'occupation ne ferait que modifier la forme de l'intervention.

Ouverte ou masquée, il faudra vaincre cette intervention ou elle nous vaincra.

A l'instar de toute révolution ouvrière, la notre doit et devra éliminer les exploiters nationaux, mais elle devra aussi mener l'inéluctable combat pour empêcher les tentatives interventionnistes du capitalisme international. Il ne peut y avoir de triomphe de la révolution sans affronter et vaincre sur cet aspect de la guerre. Vouloir contourner ce problème revient à renoncer à la victoire, car jamais les impérialistes ne

cesseront de leur propre gré de vouloir intervenir dans notre révolution.

Une bonne politique internationale de la part des révolutionnaires espagnols peut réveiller en notre faveur le prolétariat de ces pays qu'on veut mobiliser contre le prolétariat espagnol, et même le faire se retourner contre leur propre gouvernement. C'est l'exemple de la Révolution russe de 1917.

Discussion du mouvement

Le mouvement étant spontané, deux positions essentiellement pouvaient se prendre sur la marche à suivre (nous excluons l'inhibition) :

- le considérer comme un mouvement de protestation, et dans ce cas il fallait lui donner rapidement un délai à court terme et prendre les mesures en conséquence pour éviter les sacrifices inutiles. En juillet 17, les dirigeants bolcheviques s'étaient efforcés de retenir le mouvement prématuré du prolétariat de la capitale sans pour autant perdre de leur prestige, ayant su justifier leur position.
- Considérer que le mouvement était décisif pour la prise du pouvoir et dans ce cas le POUM, en tant qu'unique Parti marxiste révolutionnaire, aurait dû prendre la tête du mouvement de façon ferme, résolue et inébranlable, pour le coordonner et le diriger. Dans ce cas, il ne fallait naturellement pas attendre de se retrouver par hasard constitué en état-major de la révolution, il fallait agir rapidement, étendre le front de la lutte, l'étendre à toute la Catalogne, proclamer sans détour que le mouvement était dirigé contre le gouvernement réformiste, clarifier d'entrée que les Comités de défense et leur Comité central devaient se constituer sans atermoiement, les organiser à tout prix pour qu'ils deviennent des organes de pouvoir face au gouvernement de la Généralité, et attaquer sans délai les endroits stratégiques en profitant des longues heures de désorientation et de panique que connaissaient nos adversaires.

Mais si la crainte qui s'est manifestée dans la direction du POUM à s'affronter aux dirigeants confédéraux dès le début (il était ensuite trop tard) est un cas de renoncement au détriment du Parti, c'est-à-dire contraire aux premières mesures adoptées au début du mouvement et contraire à son indépendance politique, l'excuse possible d'un parti qui n'aurait pas été en conditions d'assumer la direction du mouvement n'est pas moins contraire aux intérêts du Parti, car le POUM ne pourra jamais jouer d'autre rôle que celui de véritable Parti bolchevique, prenant la direction du mouvement et non en déclinant "modestement" l'orientation résolue des mouvements de la classe ouvrière. Il ne suffit pas que le Parti qui se dit "de la révolution" soit aux côtés des travailleurs en lutte, encore doit-il être une avant-garde.

S'il n'avait pas hésité, s'il n'avait pas une fois de plus attendu les positions des éléments "trentistes" de la direction confédérale, et même en cas de défaite, de répression et d'illégalité, le POUM serait sorti extrêmement renforcé de cette bataille.

Le seul groupe qui tenta de prendre une position d'avant-garde fut celui des Amis de Durruti qui, sans avancer de mots d'ordre totalement marxistes, eut le mérite indiscutable de proclamer qu'il luttait et appelait à lutter contre le gouvernement de la Généralité.

Les résultats immédiats de cette insurrection ouvrière sont une défaite de plus pour la classe ouvrière et un nouveau triomphe pour la bourgeoisie pseudo démocratique [5]. Mais une action plus efficace, plus concrète de la direction de notre parti aurait pu avoir pour résultat une victoire au moins partielle des ouvriers. Dans le pire des cas, on aurait pu organiser un Comité central de défense, basé sur les délégations des barricades. Il aurait pour cela suffi de constituer d'abord une assemblée de délégués de chaque barricade du POUM et de quelques barricades de la CNT-FAI pour élire un Comité central provisoire. Ce Comité central, par un court Manifeste, aurait ensuite pu convoquer une deuxième assemblée en invitant des délégations de groupes absents lors de la première, et ainsi créer un organe central de défense. Dans le cas où le repli aurait quand même été estimé nécessaire, il aurait été possible de maintenir ce Comité central de défense comme organe embryonnaire de double pouvoir, c'est-à-dire comme Comité provisoire du Front ouvrier révolutionnaire, qui par sa démocratisation au moyen de la création de Comités de défense sur les lieux de travail et dans les casernes aurait pu poursuivre la lutte bien plus avantageusement qu'à présent contre les gouvernements bourgeois [6].

Nous ne pouvons cependant pas exclure une variante infiniment plus favorable. Le Comité central de défense une fois constitué, comme indiqué, peut-être aurait-il été possible de prendre le pouvoir politique. Les forces

bourgeoises (démoralisées et encerclées dans le centre de Barcelone) auraient pu être vaincues par une offensive rapide et organisée.

Ce pouvoir prolétarien à Barcelone aurait naturellement eu des répercussions dans toute la Catalogne et dans plusieurs endroits en Espagne. Toutes les forces du capitalisme national et international se seraient démenées pour l'écraser. Sa destruction aurait cependant été inévitable s'il ne s'était immédiatement renforcé par les moyens suivants : **a)** une volonté sans hésitation du POUM à agir en tant qu'avant-garde marxiste révolutionnaire, capable d'orienter et de diriger le nouveau pouvoir en collaboration avec les autres secteurs actifs de l'insurrection ; **b)** l'organisation du nouveau pouvoir se basant sur les Conseils ouvriers, de paysans et de combattants ou, ce qui revient au même, sur des Comités de défense constitués démocratiquement et centralisés comme il se doit ; **c)** l'extension de la Révolution en Espagne, par le biais d'une offensive rapide en Aragon ; **d)** la solidarité des ouvriers des autres pays. Sans ces conditions, la classe ouvrière catalane n'aurait pu se maintenir longtemps au pouvoir.

Pour mettre un terme à ce chapitre, disons que les hypothèses ici formulées veulent apporter des éléments à la discussion générale que les Journées de mai susciteront longtemps dans le milieu révolutionnaire.

Conclusions

1. La classe ouvrière se trouve toujours dans une situation défensive, dans des conditions pires qu'avant l'insurrection de mai. Elle aurait pu passer à l'offensive en mai, si la trahison et les capitulations n'avaient pas déterminé une défaite partielle qui ne signifie cependant pas [encore] une défaite définitive de la Révolution actuelle. Les ouvriers possèdent davantage d'armes qu'avant les Journées de mai, et s'ils ne se laissent pas entraîner par la provocation à une lutte prématurée, ils pourront dans quelques mois être à nouveau en conditions de prendre l'offensive.
2. Ne pas avoir su prendre le pouvoir en juillet 36 a conduit à une nouvelle insurrection : celle de mai 37. La défaite de celle-ci rend inéluctable une nouvelle lutte armée que nous avons le devoir de préparer. Tant que ne sera pas détruit l'Etat bourgeois, contre lequel nous devons diriger notre lutte révolutionnaire, l'insurrection armée du prolétariat reste toujours une perspective du futur.
3. Le mouvement de mai a démontré le véritable rôle des dirigeants anarcho-syndicalistes. Comme tous les réformistes de toutes les époques, ils ont été -consciemment ou inconsciemment – les instruments de la classe ennemie dans les rangs ouvriers. La Révolution dans notre pays ne peut vaincre qu'à travers la lutte simultanée contre la bourgeoisie et les dirigeants réformistes de tout poil, y compris de la CNT-FAI.
4. On a vu qu'il n'existe pas de vrai parti marxiste d'avant-garde dans notre révolution, et que cet instrument indispensable pour la victoire définitive reste à forger. Le parti de la révolution ne peut avoir une direction hésitante et en permanence dans l'expectative, mais elle doit être fermement convaincue qu'il faut être devant la classe ouvrière, l'orienter, l'impulser, vaincre avec elle. Il ne peut se déterminer uniquement à travers les faits consommés, mais doit avoir une ligne politique révolutionnaire qui serve de base à son action et empêche les adaptations opportunistes et les capitulations. Il ne peut baser son action sur l'empirisme et l'improvisation, mais doit au contraire utiliser en sa faveur les principes de la technique et de l'organisation modernes. Il ne peut se permettre les moindres légèretés à sa direction, car elles se répercutent douloureusement amplifiées à la base, semant le germe de l'indiscipline, de l'absence d'abnégation, de la perte de conviction sur le triomphe de la révolution prolétarienne chez les moins forts.
5. Une fois de plus, la nécessité inéluctable d'un Front ouvrier révolutionnaire a été démontrée, qui ne peut se constituer que sur la base d'une lutte à mort à la fois contre la bourgeoisie et son Etat, et contre le fascisme sur les fronts. Si les directions des organisations ouvrières révolutionnaires n'acceptent pas ces bases (qui s'opposent certainement à l'action qu'elles ont menée depuis juillet jusqu'à présent), il sera alors nécessaire de les promouvoir par la pression de la base.
6. Aucune des leçons apprises ne pourra être utile si le prolétariat, et en premier lieu le Parti marxiste révolutionnaire, ne se livre pas à un intense travail pratique d'agitation et d'organisation. Même la lutte contre les menaces et les restrictions de la clandestinité exige une activité infatigable si nous ne voulons pas être irrémédiablement écrasés. Le point de vue affirmant que le Parti ne sera pas plongé dans la clandestinité ne peut se comprendre que comme l'expression de l'intention d'une nouvelle adaptation et d'une nouvelle démission devant la lutte révolutionnaire en ce moment, intention peut-

Notes

- [1] Dans la version de 1939, le mot anglais "handicap" est remplacé par le mot espagnol "desventaja" (désavantage).
- [2] **Note de Rebull (1937, supprimée dans la version de 1939)** : « La cél. 72 possède un plan de Barcelone avec les barricades et les positions des forces en présence durant la bataille. Son examen s'avère extrêmement intéressant. Il est à la disposition de tous les camarades. »
- [3] **Note de Rebull ajoutée en 1939** : « Les travailleurs qui combattaient dans la rue étant dépourvus d'objectifs concrets et d'une direction responsable, le POUM ne pouvait qu'ordonner et organiser une retraite stratégique... » (Résolution du CC sur les Journées de mai, point 3).
- [4] **Note de Rebull ajoutée en 1939** : « Une partie de la presse nationale et étrangère fait les efforts les plus extraordinaires – et ils doivent l'être – pour nous présenter comme les "agents provocateurs" des événements qui se sont déroulés la semaine dernière à Barcelone... Si nous avons donné l'ordre de commencer le mouvement le 3 mai, nous n'aurions aucune raison de le cacher. Nous avons toujours assumé nos paroles et nos actes... Notre Parti ne fit que se joindre à lui – nous l'avons déjà dit à maintes reprises et nous le répétons simplement aujourd'hui. Les travailleurs étaient dans la rue et notre Parti se devait d'être présent aux côtés des travailleurs... » (Editorial de *La Batalla*, 11 mai 1937, souligné par nous).
- [5] **Note de Rebull ajoutée en 1939** : « La direction du POUM comprit tout au contraire que l'ordre de repli donnait la victoire aux ouvriers. L'épilogue de cette "victoire ouvrière" fut la répression sanglante. »
- [6] **Note de Rebull** : « Le Comité local de Barcelone travailla dans ce sens dès le mardi, mais il manqua l'enthousiasme de la direction pour aller jusqu'au bout. »
- [7] **Note de Rebull ajoutée en 1939** : La direction ne prit en effet pas les mesures nécessaires par rapport au travail illégal et l'organisation clandestine. Malheureusement, comme nous l'avons vu, ces mêmes dirigeants furent les premières victimes de cette erreur.



Les barricades doivent être retirées

Le fascisme de Moscou en Espagne

Paul Mattick

Article de Paul Mattick publié dans *International Communist Correspondence* (Chicago, N° 7-8, août 1937).
Traduit par Stéphane Julien.

Le 7 mai 1937, la CNT-FAI de Barcelone diffuse l'ordre suivant: "Les barrières doivent être démontées! Les heures de crise sont passées. Le calme doit être rétabli. Mais des rumeurs circulant à travers la ville, qui contredisent le retour à la normalité, nous prenons la parole. Les barricades contribuent à cette confusion. Nous n'avons pas besoin de barricades, dès lors que les combats ont cessé, les barricades ne servent plus à rien maintenant, et leur maintien risquerait de donner l'impression que nous voulons revenir à la situation antérieure – et ce n'est pas vrai, camarades, nous coopérons au rétablissement d'une vie civile complètement normale. Tout ce qui entrave ce retour doit disparaître. »

La vie normale a repris, c'est-à-la terreur des fascistes de Moscou: assassinats et emprisonnements de travailleurs révolutionnaires; désarmement des forces révolutionnaires, censure de leurs journaux, de leurs stations de radio, élimination de toutes les positions précédemment conquises. La contre-révolution a triomphé en Catalogne, là où les dirigeants anarchistes et du POUM nous avaient si souvent assuré qu'on y était déjà en route vers le socialisme. Les forces contre-révolutionnaires du Front populaire ont été embrassées par les dirigeants anarchistes. Les victimes devaient saluer leurs bourreaux. « Quand nous avons tenté de trouver une solution et de rétablir l'ordre à Barcelone », lit-on dans un bulletin de la CNT, « la CNT et la FAI ont été les premières à offrir leur collaboration, ont été les premières à formuler la demande de cesse-le-feu et tenter de calmer Barcelone. Lorsque le gouvernement central a repris le contrôle, la CNT a été parmi les premiers à mettre toutes ses forces sous le contrôle et à disposition du représentant de l'ordre public. Lorsque le gouvernement central a décidé d'envoyer des forces armées à Barcelone, afin de contrôler les forces politiques qui n'obéiraient pas aux pouvoirs publics, la CNT a une fois de plus été celle qui a ordonné à tous les secteurs de faciliter le passage de ces forces, qu'elles puissent arriver à Barcelone et rétablir l'ordre ».

Oui, la CNT a fait le maximum pour aider la contre-révolution de Valence à Barcelone. Les travailleurs emprisonnés peuvent remercier leurs dirigeants anarchistes pour leur incarcération, prélude à un feu d'artifice des fascistes de Moscou. Les corps des travailleurs abattus sont enlevés avec leurs barricades, ils ont été réduits au silence pour que leurs dirigeants puissent continuer à parler. Quelle émotion de la part des néo-bolcheviks: « Moscou a tué des ouvriers révolutionnaires », crient-ils. « Pour la première fois de son histoire, la Troisième Internationale se retrouve de l'autre côté des barricades. Avant cela, elle avait seulement trahi la cause, mais maintenant elle lutte ouvertement contre le communisme ». Et qu'est-ce que ces crieurs indignés attendent de l'État capitaliste en Russie et de sa Légion étrangère? Une aide pour les travailleurs espagnols? Le capitalisme sous toutes ses formes n'a qu'une seule réponse pour les travailleurs qui se sont opposés à l'exploitation: l'assassinat. Un front uni avec les socialistes ou avec les partis «communistes», c'est un front uni avec le capitalisme, qui ne peut être qu'un front uni pour le capitalisme. Tout comme il est inutile de le reprocher à Moscou, ça n'a pas de sens de critiquer les socialistes: les deux doivent être combattus au bout du compte. Mais désormais, les ouvriers révolutionnaires doivent réaliser que les dirigeants anarchistes eux aussi, ces apparatchiks de la CNT et la FAI, s'opposent aux intérêts des travailleurs, appartiennent au camp ennemi. Unis avec le capitalisme, ils l'ont servi, et là où les phrases étaient impuissantes, la trahison était à l'ordre du jour. Demain, ils pourront tirer contre une révolte des travailleurs comme les bouchers «communistes» de la "caserne Karl Marx" l'ont fait aujourd'hui. La contre-révolution déploie tous ses chemins de Franco à Santillan.

Une fois de plus, comme si souvent auparavant, les travailleurs révolutionnaires déçus dénoncent leurs dirigeants lâches, et cherchent de nouveaux et de meilleurs leaders, pour une meilleure organisation. Les « Amis de Durruti » ont rompu avec les dirigeants corrompus de la CNT et la FAI, afin de rétablir l'anarchisme d'origine, sauvegarder l'idéal, maintenir la tradition révolutionnaire. Ils ont appris quelques petites choses,

mais ils n'ont pas appris assez. Les ouvriers du POUM sont profondément déçus de Gorkin, Nin et compagnie. Ces léninistes ne sont pas assez léniniens, et les membres du parti cherchent de meilleurs Lénines. Ils ont appris, mais si peu. La tradition du passé pèse comme une pierre autour du cou. Un changement d'hommes et un renouveau de l'organisation ne suffit pas. Une révolution communiste n'est pas faite par les dirigeants et les organisations, elle est faite par les travailleurs, par la classe. Une fois de plus les travailleurs espèrent des changements dans le «Front populaire», qui pourrait prendre un cours révolutionnaire. Caballero, rejeté par Moscou, pourrait revenir à la direction de l'UGT, dont les membres ont appris et y voient plus clair... Moscou, déçu de ne pas rencontrer l'aide nécessaire des nations démocratiques, pourrait redevenir radicale... Tout cela n'a pas de sens! Les forces du «Front populaire», Caballero et Moscou, sont incapables, même si elles le voulaient, de vaincre le capitalisme en Espagne. Des forces capitalistes ne peuvent pas avoir de politiques socialistes. C'est seulement une autre forme de dictature capitaliste que le fascisme. La lutte doit être contre le capitalisme.

L'attitude actuelle de la CNT n'est pas nouvelle. Il y a quelques mois le président catalan Companys a déclaré que la CNT « n'a pas pensé à compromettre le régime démocratique en Espagne, mais est synonyme de légalité et l'ordre ». Comme toutes les autres organisations antifascistes en Espagne, la CNT, en dépit de sa phraséologie radicale, a limité sa lutte à la guerre contre Franco. Le programme de collectivisation, en partie réalisé comme nécessité de guerre, ne porte pas atteinte aux principes capitalistes ou au capitalisme en tant que tel. Quand la CNT a parlé d'objectif final, elle a suggéré une forme modifiée de capitalisme d'État, dans lequel la bureaucratie syndicale et ses amis philosophiquement anarchistes auraient le pouvoir. Mais cet objectif même n'est que pour un avenir lointain. Pas le moindre pas réel en ce sens n'a été entrepris, la moindre étape vers seulement un vrai système capitaliste d'État aurait signifié la fin du Front populaire, aurait signifié les barricades en Catalogne et une guerre civile dans la guerre civile. Les anarchistes ont expliqué la contradiction entre leur «théorie» et leur «pratique» avec toutes les méthodes des faussaires, disant que «la théorie est une chose et la pratique une autre," que la seconde n'est jamais aussi facile que la première. La CNT a compris qu'elle avait pas vraiment de plan de reconstruction de la société, elle a réalisé en outre qu'elle n'a pas eu de masses derrière elle en Espagne, seulement une partie des travailleurs dans une partie du pays, elle a pris conscience de sa faiblesse, nationale et internationale, et ses expressions radicales n'ont été conçues que pour dissimuler la faiblesse extrême du mouvement dans les conditions créées par la guerre civile.

Il y a de nombreuses excuses possibles pour la position que les anarchistes ont prise, mais il n'y en a pas pour leur programme de falsification qui a obscurci tout le mouvement syndical et a travaillé au progrès des fascistes de Moscou. Essayer de faire croire que le socialisme est en marche en Catalogne et que cela est possible sans rupture avec le gouvernement du Front populaire, ça signifie renforcer les forces du Front populaire dans leur capacité à dicter leur loi aux travailleurs anarchistes espagnols aussi. L'anarchisme en Espagne a accepté une forme de fascisme, déguisée en mouvement démocratique, pour aider à l'écrasement du fascisme de Franco. Ce n'est pas vrai, comme les anarchistes essaient aujourd'hui de le faire croire à leurs partisans, qu'il n'y avait pas d'autre alternative, et que donc toute critique à l'encontre de la CNT est injustifiée. Les anarchistes auraient pu essayer, après juillet 1936, d'instaurer le pouvoir ouvrier en Catalogne, ils pouvaient aussi essayer d'écraser les forces gouvernementales à Barcelone en mai 1937. Ils auraient pu marcher à la fois contre les fascistes de Franco et les fascistes de Moscou. Très probablement, ils auraient été battus; éventuellement Franco aurait gagné et brisé les anarchistes, ainsi que ses concurrents du «Front populaire». Une intervention capitaliste pouvait aussitôt frapper. Mais il y avait aussi une autre possibilité, quoique moins probable. Les travailleurs français pouvaient pousser plus loin que la grève; une intervention ouverte aurait pu amener à une guerre dans laquelle tous les pouvoirs auraient été impliqués. La lutte se serait menée autour de questions claires, entre capitalisme et communisme. Quelle qu'en fut l'issue, une chose est sûre: l'état chaotique du capitalisme mondial aurait été encore davantage chaotique. Sans catastrophes aucun changement de société n'est possible. Toute attaque réelle contre le système capitaliste peut entraîner une accélération de la réaction, mais la réaction sera là de toute façon, même si elle est quelque peu retardée. Ce retard coûtera plus de vies de travailleurs que toute tentative prématurée d'écraser le système d'exploitation. Mais une réelle attaque contre le capitalisme aurait pu créer des conditions plus favorables à l'action internationale de la classe ouvrière, ou aurait créé une situation qui aurait aiguisé toutes les contradictions du capitalisme et hâté ainsi le développement historique vers la chute du capitalisme. Au commencement il y a l'action. Mais la CNT, nous dit-on, se sentait trop de responsabilité quant à la vie des travailleurs. Elle voulait éviter d'inutiles effusions de sang. Quel cynisme! Plus d'un million de personnes

sont déjà mortes dans la guerre civile. Si faut mourir de toute façon, autant mourir pour une noble cause.

La lutte le capitalisme dans son ensemble – lutte que la CNT a voulu éviter – ne peut être évitée. La révolution des travailleurs devra être radicale dès le début, ou sera perdue. Elle requiert l'expropriation complète des classes possédantes, l'élimination de tout pouvoir autre que celui des travailleurs armés, et la lutte contre tous les éléments opposés à un tel cours. En ne faisant pas cela, les Journées de Mai à Barcelone, et l'élimination des éléments révolutionnaires en Espagne, étaient inévitables. La CNT n'a jamais abordé la question de la révolution du point de vue de la classe ouvrière, mais a toujours été d'abord préoccupée de l'organisation. Elle a agi pour les travailleurs et avec l'aide des travailleurs, mais ne s'est pas intéressée à l'auto-initiative et l'auto-action des travailleurs indépendamment des intérêts organisationnels. Ce qui lui importe ici n'est pas la révolution mais la CNT. Et du point de vue de l'intérêt de la CNT, les anarchistes devaient choisir entre le fascisme et le capitalisme, entre la guerre et la paix. De ce point de vue, elle a été contrainte de participer à des politiques capitalistes-nationalistes et a dû dire aux travailleurs de coopérer avec un ennemi dans le but d'en écraser un autre, pour après être écrasés par le premier. Les phrases radicale des anarchistes n'étaient pas faites pour être suivies, elles ne servaient que d'instrument dans le contrôle des travailleurs par l'appareil de la CNT, « sans la CNT », écrivent-ils fièrement, « l'Espagne anti-fasciste serait ingouvernable ». Ils ont voulu que les travailleurs participent à la gestion. Ils ne demandaient que leur part du butin, reconnaissant qu'ils ne pouvaient pas avoir le tout. Comme les «bolcheviks», ils ont identifié leurs propres intérêts et besoins organisationnels à ceux de la classe ouvrière. Si ce qu'ils avaient décidé était bon, il n'était pas nécessaire que les travailleurs y pensent et décident eux-mêmes, car cela aurait fait obstacle à la lutte et créé de la confusion, les travailleurs n'avaient qu'à suivre leurs sauveurs. Pas une seule tentative d'organisation et de consolidation du pouvoir réel de la classe ouvrière. La CNT anarchiste a parlé et a agi bolcheviquement, c'est-à-dire capitalistiquement. Pour gouverner, ou participer au gouvernement, elle devait s'opposer à toutes les auto-initiatives de la part des travailleurs et les ramener dans la légalité et la loi du gouvernement.

Mais il y avait plusieurs organisations dans l'arène, et il n'y a pas convergence des intérêts de toutes ces organisations. Chacune se bat contre toutes les autres pour la suprématie, pour l'encadrement des travailleurs. Le partage du pouvoir par un certain nombre d'organisations ne supprime pas la lutte entre elles. Parfois, toutes les organisations sont obligées de coopérer, mais ce n'est que partie remise. Un groupe doit contrôler. En même temps que les anarchistes travaillaient à «un succès de l'autre», leur position était mise à mal et affaiblie. L'affirmation de la CNT qu'elle ne laisserait pas dicter ses choix par les autres organisations, ni ne travaillerait contre elles, n'était en réalité qu'un moyen de ne pas être attaquée par elles – une reconnaissance de sa propre faiblesse. Être engagée dans une politique capitaliste, avec les alliés du Front populaire, l'a séparé des larges masses, avec le risque de sélectionner son élite parmi les éléments embourgeoisés. Il y a des opportunités. Le fascisme de Moscou est en vogue, même en Catalogne. Pour les masses qui voyaient dans le soutien de Moscou la force nécessaire pour éliminer Franco et la guerre, Moscou et son gouvernement de Front populaire signifiaient un appui international capitaliste. Moscou ayant gagné en influence, les larges masses de l'Espagne sont restées favorables à une continuation de la société d'exploitation. Elles ont été renforcés dans cette attitude par le fait que les anarchistes n'ont rien fait pour clarifier la situation, pour leur montrer que l'aide de Moscou ne signifiait rien de plus qu'une lutte pour un capitalisme convenant à quelques puissances impérialistes, au risque de déplaire à d'autres.

Les anarchistes sont devenus les propagandistes de la variante de Moscou du fascisme, servant ces intérêts capitalistes qui s'opposaient aux plans de Franco en Espagne. La révolution est devenue le terrain de jeu des impérialistes rivaux. Les masses ont dû mourir sans savoir pour qui ni pourquoi. L'affaire a cessé d'être l'affaire des travailleurs. Et maintenant, cela a aussi cessé d'être l'affaire de la CNT. La guerre peut se terminer à tout moment par un accord de compromis entre les puissances impérialistes. Elle peut se conclure par une défaite ou un succès de Franco; Franco peut laisser l'Italie et l'Allemagne pour se tourner vers l'Angleterre et la France; ou ces pays peuvent cesser de s'intéresser à Franco; la situation en Espagne peut évoluer de façon décisive avec la menace de guerre en Extrême-Orient; et il y a encore d'autres possibilités, la plus probable étant la victoire du fascisme de Franco. Mais quoi qu'il arrive, à moins que les travailleurs ne dressent de nouvelles barricades contre les loyalistes aussi, à moins que les travailleurs n'attaquent vraiment le capitalisme, quelque soit le résultat de la lutte en Espagne, il n'aura aucun sens réel pour la classe ouvrière, qui sera encore exploitée et réprimée. Un changement dans la situation militaire en Espagne pourrait contraindre le fascisme de Moscou à reprendre son déguisement révolutionnaire. Mais du point de

vue des intérêts des travailleurs espagnols, ainsi que des travailleurs du monde, il n'y a pas de différence entre le fascisme de Franco et le fascisme de Moscou, malgré les différences entre Franco et Moscou. Les barricades, si elles devaient être de nouveau érigées, ne devraient plus être retirées. Le mot d'ordre révolutionnaire pour l'Espagne est le suivant: Contre les fascistes et contre les loyalistes. Quelque puisse être vaine la lutte pour le communisme, en raison de la situation mondiale actuelle, le travailleurs n'ont pas d'autre choix. « Mieux vaut le sens du vain que l'énergie morbide dépensée sur de fausses routes. Nous préserverons notre sens de la vérité, de la raison à tout prix, fut-ce au prix de la vanité »."



La signification des journées de mai face à la contre-révolution

Andreu Nin

Texte écrit par A. Nin et adopté par le Comité central du P.O.U.M. le 12 mai 1937. Traduit par Stéphane Julien

Les événements tragiques qui se sont déroulés à Barcelone dans les premiers jours de mai ne peuvent pas s'expliquer, comme on l'a prétendu, par une simple explosion dénuée de bon sens ou un acte de folie collective.

Des événements d'une telle envergure, qui ont lancé des masses considérables dans la lutte, ont fait baigner dans le sang les rues de la capitale catalane et ont coûté la vie à des centaines d'hommes ne sont produits que parce qu'ils obéissaient à des causes profondes, puissantes.

Laissons les petits bourgeois sentimentaux "regretter" ce qui s'est produit sans prendre la peine d'examiner les causes déterminantes des événements ; laissons les contre-révolutionnaires, uniquement soucieux d'étouffer la révolution, condamner le mouvement. Le devoir des véritables révolutionnaires est d'analyser les causes qui ont produit les événements et d'en tirer les leçons nécessaires.

L'insurrection militaire fasciste

L'insurrection fasciste du 19 juillet n'a pas été un simple acte de rébellion de quelques militaires "traîtres", mais le point culminant, de façon aiguë et violente, de la lutte engagée en Espagne entre la révolution et la contre-révolution. Le triomphe du bloc ouvrier-républicain aux élections du 16 février et la formation dans la foulée d'un gouvernement des gauches ont réactivé les illusions démocratiques, sérieusement brisées, des masses, mais ces illusions brillèrent d'un éclat fugace. La classe ouvrière a bientôt pu se rendre compte qu'en dépit de sa défaite dans les urnes, la réaction ne désarmait pas, mais, tout au contraire, préparait en redoublant d'ardeur l'arrêt de la révolution prolétarienne et l'instauration d'un régime dictatorial.

L'insurrection de juillet, produite après cinq mois d'une nouvelle expérience gouvernementale qui démontrait l'impuissance totale de la gauche petite-bourgeoise à mettre un terme au danger fasciste et résoudre dans un sens progressiste les problèmes politiques auxquels le pays était confronté, a pleinement confirmé le point de vue régulièrement exprimé par le POUM : que la nouvelle expérience des gauches échouerait ; que la lutte ne se situait pas entre la démocratie et le fascisme, mais entre le fascisme et le socialisme ; que cette lutte serait armée et ne pourrait se résoudre favorablement pour les travailleurs et contre le fascisme qu'avec la victoire de la révolution prolétarienne et la prise du pouvoir par la classe ouvrière, résolvant ainsi les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise et engageant simultanément la transformation socialiste de la société.

La guerre et la révolution

Grâce à l'héroïsme magnifique de la classe ouvrière, inébranlablement résolue à combattre jusqu'à la mort pour empêcher la victoire du fascisme, l'insurrection militaire a été écrasée le 19 juillet à Barcelone, Madrid et Valence. Grâce à cet héroïsme répété sur les champs de bataille par des milliers de travailleurs engagés aussitôt dans les milices, Franco n'a pas pu obtenir la victoire militaire qu'il croyait rapide et certaine et qui, après dix mois de guerre civile, semble de moins en moins probable.

Mais en même temps qu'on écrasait l'insurrection fasciste dans les principales villes et qu'on engageait la lutte militaire aux fronts, les travailleurs créaient des comités révolutionnaires et réquisitionnaient les usines, les paysans prenaient possession des terres, incendiaient couvents et églises – foyers de la réaction fasciste –, en un mot, on commençait la révolution, et les anciens organes du pouvoir bourgeois devenaient fantomatiques. Guerre et révolution sont donc apparues inséparables dès le début.

L'insurrection défaite, les travailleurs ont commencé le travail révolutionnaire, dont ils ont défendu et continuent de défendre les conquêtes dans les tranchées. Prétendre, comme le font le Parti Communiste espagnol et le PSUC en Catalogne, que les travailleurs qui combattent au front le font pour la république démocratique, c'est trahir le prolétariat, c'est préparer le terrain pour une nouvelle et victorieuse attaque de la

réaction fasciste.

Et que personne ne se laisse impressionner par l'argument selon lequel la lutte pour la révolution socialiste à l'arrière favoriserait les plans de l'ennemi au front. Au contraire, seule une politique révolutionnaire audacieuse à l'arrière, socialiste sans équivoque, est capable de donner aux combattants le courage et la force morale qui les rendra invincibles et d'organiser l'économie et les industries de guerre avec l'efficacité requise pour obtenir une victoire militaire rapide et écrasante.

Les avances de la contre-révolution

Toutefois, en spéculant avec "les difficultés de la guerre", la bourgeoisie républicaine, instrumentalisant les partis réformistes – le Parti Communiste officiel et le PSUC en l'occurrence – s'efforce, par une tâche tenace et systématique, d'étouffer la révolution prolétarienne : en supprimant progressivement

les conquêtes de la classe ouvrière, en pourchassant ses organisations et sa presse afin de restaurer le mécanisme de l'État bourgeois et de consolider la domination capitaliste.

Le plan contre-révolutionnaire s'est principalement traduit par : l'éviction du POUM du gouvernement de la Généralité, le désarmement, jusqu'à présent resté partiel, de la classe travailleuse, la persécution de l'organe de la CNT à Madrid, la suspension de *La Batalla*, la saisie du journal *Combattant Rouge* et de la station émettrice de notre parti dans la capitale, l'arrestation du Comité régional de la CNT en Biscaye, notre interdiction à Valence, l'incarcération de Maroto, le courageux militant anarchiste, à Almeria, les décrets d'Ordre public et la suppression des Tribunaux populaires en Catalogne, l'offensive contre les drapeaux révolutionnaires, afin de les remplacer par le drapeau "national", la tentative de reconstitution de l'ancienne armée bourgeoise avec la création d'une Armée populaire d'automates, sans esprit révolutionnaire, au service de la démocratie bourgeoise, l'instauration de la censure politique, l'offensive contre les Patrouilles de contrôle, etc. Parallèlement à la mise au point de ce plan contre-révolutionnaire, il a été mené une campagne systématique de diffamation et de discrédit contre la CNT et contre le POUM, dénonçant ses adhérents (qui, avec de grands sacrifices et héroïsme ont contribué à la guerre contre le fascisme) comme agents de Hitler et de Mussolini, en faisant recourir à tous les moyens, avouables ou pas, afin d'établir le monopole d'un parti originairement communiste et révolutionnaire, mais livré aujourd'hui corps et âme à la bourgeoisie, tramant de basses manœuvres contre les Comités, sabotant la collectivisation de l'économie, supprimant le contrôle de la distribution et du marché pour favoriser les spéculateurs et les agioteurs, organisant des manifestations contre-révolutionnaires provocatrices, et en instaurant finalement créant entre la force publique et les organisations ouvrières révolutionnaires un état d'esprit hostile qui n'aurait pas lieu d'être.

La provocation

Tous ces faits ont justifié une inquiétude de la classe ouvrière qui, alarmée, voyait qu'on lui arrachait ses conquêtes tandis que la contre-révolution gagnait chaque jour de nouvelles positions. D'autre part, le réformisme – agent direct de la contre-révolution – encouragé par ses progrès, devenait chaque fois plus arrogant et accentuait sa politique de provocation. Dans la semaine qui a précédé les événements tragiques, les travailleurs révolutionnaires vivaient dans un état de nervosité qui avait atteint son paroxysme à l'occasion de la tentative d'occupation de Figueras par les carabiniers, des événements de Puigcerdá et de l'enterrement du militant de l'UGT Roldán Coupée, victime d'un attentat que nous condamnons énergiquement, et qui a été le prétexte pour organiser une manifestation nettement contre-révolutionnaire.

Dans ces circonstances, le 3 mai, à la requête de A. Aiguadé, conseiller de la Sécurité intérieure et représentant d'*Esquerra Republicana* dans le gouvernement de la Généralité, et sous la direction personnelle immédiate du commissaire général de l'Ordre public, Rodriguez Salles, membre du PSUC, la force publique a tenté dans l'après-midi d'occuper le bâtiment de la centrale téléphonique, contrôlée par l'Organisation ouvrière. La contre-révolution considère que les conditions sont prêtes en vue de tenter une attaque contre une des positions conquises en juillet par le prolétariat. Il ne s'agit pas encore d'une attaque décisive et globale, mais d'un premier essai. Mais elle se trompe dans ses calculs. Les travailleurs du Téléphone ripostent énergiquement et des heurts violents ont lieu. Rapidement, le gouvernement et les comités des organisations syndicales interviennent, rendent publique une note très vague qui laisse entendre que le conflit est en voie de trouver une solution.

Mais les travailleurs, irrités, ne s'estiment pas satisfaits. Ils comprennent qu'il ne s'agit pas d'un fait isolé, que toutes leurs conquêtes sont en danger, et prennent spontanément les armes, encerclent la centrale téléphonique, élèvent des barricades dans toute la ville. Une lutte sanglante s'engage, sans précédent dans l'histoire de notre mouvement révolutionnaire par sa violence et son ampleur, d'où résulteront des centaines de morts et de blessés.

La réaction vigoureuse du prolétariat barcelonais a été présentée par les réformistes comme le résultat d'une provocation fasciste, encouragée par notre parti. Maîtres en calomnie et en diffamation, ils veulent esquiver leur énorme responsabilité énorme quant au sang versé, en faisant la rejetant sur les révolutionnaires.

Parce que les journées de mai ont directement résulté d'une monstrueuse provocation du PSUC, il s'est servi pour réaliser ses desseins de ce Noske d'opérette, traître au prolétariat révolutionnaire, qui se nomme Rodriguez Salas. Dans ces circonstances, présenter les événements de mai comme une violente "lutte fratricide" entre "les deux centrales syndicales", c'est dénaturer délibérément les faits, et tout le monde sait parfaitement que la lutte a été entre les travailleurs révolutionnaires, parmi lesquels il y avait ceux de l'UGT, et une partie de la force publique. Ce n'est pas une simple rivalité syndicale dans les rues, mais un problème bien plus profond. Et les travailleurs qui sont descendus dans la rue les armes à la main représentaient les intérêts du prolétariat au moment historique présent.

L'attitude du POUM

À plusieurs reprises, notre parti, pendant ces derniers temps, avait insisté sur la nécessité de poser sur le terrain politique les problèmes apparus au cours de la guerre et de la révolution. Nous avons notamment affirmé que la classe ouvrière pouvait prendre le pouvoir sans avoir besoin de recourir à l'insurrection armée : il lui suffisait de faire jouer son énorme influence pour que le rapport de force penche en sa faveur et qu'on parvienne à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, sans violence. Ne pas poser le problème en ces termes, sur le terrain purement politique, signifiait une explosion violente à plus ou moins long terme de l'irritation accumulée de la classe ouvrière, avec comme conséquence un mouvement spontané, chaotique et sans perspectives immédiates. Nos prévisions se sont réalisées. L'attitude provocatrice de la contre-révolution a déterminé l'explosion. Mais avec les ouvriers dans la rue, quelle devait être l'attitude du parti ? Rester passifs, condamner ou se solidariser ? Notre choix n'était pas difficile. Ni la première, ni la deuxième attitude ne cadraient avec notre qualité de parti ouvrier et révolutionnaire. Sans hésiter à aucun moment nous apportâmes notre solidarité active au mouvement, même en sachant d'avance qu'il ne pouvait pas triompher.

Si cela avait dépendu de nous, nous n'aurions pas donné l'ordre d'insurrection. Le moment n'était pas propice pour une action décisive. Mais les ouvriers révolutionnaires, à juste raison indignés par la provocation qu'ils avaient subie, s'étaient lancés dans le combat et nous ne pouvions pas les abandonner. Agir autrement aurait constitué une trahison impardonnable.

Le fait d'être un parti révolutionnaire nous dictait ce devoir, cette obligation morale d'être aux côtés des travailleurs quand, judicieusement ou pas, ils combattent pour la défense de leurs conquêtes, ainsi que la nécessité d'apporter notre contribution à l'effort de canalisation d'un mouvement spontané, largement chaotique, en vue d'éviter sa transformation en putsch stérile se concluant par une défaite sanglante du prolétariat.

La lutte armée s'est développée d'une telle façon, l'élan des ouvriers révolutionnaires et les positions stratégiques atteintes ont été tels qu'on aurait pu conquérir le pouvoir. Mais notre parti, force minoritaire au sein du mouvement ouvrier, ne pouvait prendre la responsabilité de lancer ce mot d'ordre, d'autant plus que les dirigeants de la CNT et de la FAI demandaient de façon pressante par les radios barcelonaises aux travailleurs d'abandonner la lutte, créaient la confusion et le désordre parmi les combattants. Dans de telles circonstances, inviter les travailleurs à prendre le pouvoir c'était les lancer dans un putsch fatal pour le prolétariat.

Il fallait donner des consignes limitées au mouvement. C'est ce qu'a fait notre parti, réclamant la destitution de Rodriguez Salas et Aiguadé, les initiateurs directs de la provocation, l'annulation des décrets réactionnaires d'Ordre public et la création de Comités de défense de la révolution.

Et quand nous fûmes convaincus que poursuivre le mouvement conduirait à l'échec, non par défaut de

combativité des travailleurs qui avaient réalisé de véritables prodiges d'héroïsme, mais par désorientation, par la due à l'attitude des comités responsables des organisations syndicales révolutionnaire, nous considérâmes que les intérêts du prolétariat exigeaient qu'on arrête la lutte. Ceci dit nous jugeâmes pour cela que deux conditions étaient indispensables: que la force publique se retire et que les travailleurs restent armés. Le maintien de la force publique dans la rue pouvait être considéré comme une défaite de la classe ouvrière quand c'était en réalité un retrait stratégique. Ce maintien restait une provocation qui pouvait entraîner de nouveaux affrontements violents. Le désarmement signifiait qu'on allait priver le prolétariat de la meilleure garantie de ses conquêtes et de la possibilité de contrer une tentative contre-révolutionnaire ou un coup d'état fasciste. En mettant en avant ces mots d'ordre, le 8 au matin, nous conseillâmes aux travailleurs de cesser la lutte et de retourner au travail.

Nous pouvons affirmer fièrement que l'attitude de notre parti (dont le prestige s'est considérablement accru parmi les travailleurs) a contribué à mettre à terme à la lutte sanglante en cours dans les rues de Barcelone et a évité que le mouvement ouvrier ne soit écrasé par une féroce répression.

Dans ce résumé de l'origine, du développement et du dénouement des journées de mai, le lecteur honnête se convaincra facilement de qui ont été les véritables responsables de la tragédie; tragédie où notre parti (cible de tous les révolutionnaires) n'a pas joué le rôle de provocateur comme le proclament ceux qui ne font que défendre des intérêts de la bourgeoisie et étouffer la révolution commencée glorieusement le 19 juillet. Notre parti a strictement rempli son devoir de fidélité inébranlable à la cause prolétarienne.

Les leçons des journées de mai

La classe laborieuse doit tirer les leçons des sanglantes journées de mai et de ses effets sur l'avenir de la révolution espagnole pour que son sacrifice n'ait pas été stérile.

Première leçon : Toute la propagande distillée pendant des mois par la petite bourgeoisie et le réformisme en faveur de l'unité antifasciste n'avait d'autre but que de spéculer sur le sentiment unitaire des masses ouvrières et leur haine du fascisme afin d'étrangler la révolution et de restaurer l'appareil d'état bourgeois.

Deuxième leçon: La campagne menée avec les mots d'ordre "gagner d'abord la guerre, faire ensuite la révolution" et "tout pour et par la guerre" cachait l'intention de noyer la révolution afin de pouvoir, une fois les mains libres, négocier une paix "blanche". La suppression progressive des conquêtes révolutionnaires, la menace d'une intervention étrangère, qui faillit se produire avec l'arrivée de navires de guerre étrangers dans le port de Barcelone, les rumeurs toujours plus insistantes sur une possible "accolade de Vergara [1]", coïncident avec la provocation du 3 mai et constituent une preuve manifeste de tout cela.

Troisième leçon : Il n'y a pas d'autre issue pour le prolétariat et la victoire militaire que la conquête du pouvoir. Pendant les journées de mai il [le prolétariat] l'a eu à portée de main. S'il ne l'a pas pris c'est que ses organisations traditionnelles, inspirées par la doctrine anarchiste, n'ont pas posé le problème, et parce que notre parti, qui n'a cessé pour sa part de le poser pendant toute la révolution, est une organisation minoritaire et jeune, sans les forces nécessaires pour endosser la responsabilité d'orienter la lutte en ce sens. La mission immédiate et fondamentale du prolétariat est de préparer les conditions nécessaires pour enlever le pouvoir politique à la bourgeoisie. Pour cela il faut constituer le Front Ouvrier Révolutionnaire, c'est-à-dire regrouper en vue de coordonner l'action les organisations ouvrières disposées à faire barrage aux progrès de la contre-révolution bourgeoise et mettre en avant la révolution prolétarienne. Une des formes concrètes de ce Front Ouvrier Révolutionnaire pourrait être les Comités de Défense de la Révolution, qui doivent se constituer immédiatement en tous lieux de travail, dans tous les quartiers, dans toutes les localités, et qui doivent coordonner leur action au moyen d'un Comité Central de Défense exprimant la volonté de tous les comités.

Quatrième leçon : La victoire de la classe ouvrière est impossible sans une direction responsable, qui sache ce qu'elle veut et où elle va et coordonne la lutte. Le Front ouvrier révolutionnaire peut être la base de cette indispensable direction.

Cinquième leçon : L'attitude pendant les journées de mai du parti Communiste d'Espagne et de sa filiale en Catalogne, le PSUC, est venue démontrer que ces partis ne sont pas une simple tendance réformiste du mouvement ouvrier, mais qu'ils constituent l'avant-garde et l'instrument de la contre-révolution bourgeoise. Pour cette raison, bien que le front unique soit indispensable avec ces partis, ainsi qu'avec les organisations

petites-bourgeoises, pour la lutte militaire contre le fascisme, on doit écarter toute possibilité d'action commune sur le terrain politique. Les représentants du prolétariat révolutionnaire ne peuvent s'asseoir à la même table que ceux des bourreaux de la classe ouvrière. Pour cela il faut opposer le **Front Ouvrier Révolutionnaire** au Front Populaire Antifasciste, synonyme de collaboration de classe et de politique contre-révolutionnaire. **POUR LA DEFENSE DE LA REVOLUTION ! POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !**

La lutte engagée en Espagne entre la révolution et la contre-révolution va entrer dans une nouvelle phase où le prolétariat, instruit par l'expérience de ces mois de combat et, surtout, par les magnifiques journées de mai, doit mener tous ses efforts en vue d'accentuer son indépendance de classe, défendre les conquêtes de la révolution et se préparer à la conquête du pouvoir, préalable indispensable pour instituer un régime socialiste, le seul capable de régénérer l'économie du pays et de rétablir l'ordre. Et qu'on ne nous dise pas que la révolution nous ferait perdre la guerre, à laquelle nous devons consacrer nos énergies. Il y a de sérieuses raisons de penser que les puissances "démocratiques" intriguent pour imposer un armistice que les travailleurs espagnols rejettent avec indignation. Et comme le principal obstacle à ces visées suspectes c'est l'existence des organisations ouvrières, il est prévu de les éliminer, quoi qu'il en coûte, de la vie publique.

Mais la classe ouvrière ne se laissera pas tromper. Avec le même élan héroïque avec lequel elle a vaincu le fascisme le 19 juillet à Madrid, Valence et Barcelone et verse généreusement son sang sur les champs de bataille, elle défendra les conquêtes obtenues et prendra le pouvoir, persuadée que seul le triomphe de la révolution prolétarienne peut amener la guerre à l'écrasement du fascisme et à l'instauration du socialisme.

VIVE LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION !

VIVE LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

Barcelone, le 12 mai 1937

Comité central du P.O.U.M.

Note

[1] La référence à l'*accolade de Vergara* renvoie à la réconciliation des carlistes et des libéraux en 1839 et signifie une entente des camps adversaires. [note du traducteur]



EL

Barcelona 30-5-1937

POUM

PARLARÀ

DIUMENGE 30 DE MAIG

a dos quarts d'onze del matí al

GRAN PRICE

SOLANO • OLIVÉ • PALACIN • NIN

Presidirà **MARTI**